|  |  |
| --- | --- |
| Lettres contre l’oubli - 1/3 | Juin 2017 |
| Un défenseur des droits environnementaux arbitrairement en prison | |
| Madagascar | |
| Clovis Razafimalala | |

|  |
| --- |
| Clovis Razafimalala est un défenseur des droits environnementaux connu pour avoir dénoncé le trafic illicite et l’exportation illégale de bois de rose, une ressource naturelle précieuse et menacée à Madagascar. Il est en détention provisoire à la prison de Tamatave depuis le 16 septembre 2016. Accusé d’avoir encouragé des manifestants à piller un bâtiment administratif et à brûler les documents qui s’y trouvaient. Il a été inculpé de rébellion, destruction de documents et de biens publics, et incendie volontaire de documents administratifs. Or, selon un grand nombre de témoins présents dans un restaurant de Maroantsetra où Clovis Razafimalala était en train de manger à l’heure de la manifestation, il n’a pas mené le rassemblement en question et n’y a pas participé non plus.  Des associations de défense de l’environnement et Clovis Razafimalala lui-même pensent qu’il a été pris pour cible en raison de son action militante en faveur de l’environnement. Selon son avocat et de toutes les personnes arrêtées pour avoir participé à cette manifestation, Clovis Razafimalala est le seul dont la demande de mise en liberté sous caution a été rejetée sans qu’aucune explication ne lui soit fournie. Il attend toujours d’être jugé pour les charges retenues contre lui.  Outre la souffrance morale qu’ils éprouvent du fait de sa détention prolongée, son épouse et ses deux enfants traversent également des difficultés financières, étant donné que Clovis Razafimalala assurait l’essentiel des revenus de la famille. Comme elle doit lui apporter de la nourriture en prison, son épouse a dû déménager à Tamatave avec leurs enfants pour se rapprocher de lui. Depuis le déménagement, l’aîné de ses enfants ne va plus à l’école faute d’argent pour régler les frais de scolarité.  Des défenseur·e·s et des militant·e·s des droits environnementaux qui avaient dénoncé des activités illégales, comme Clovis Razafimalala, ont été arrêtés arbitrairement et jetés en prison, le but étant de les réduire au silence. |

|  |
| --- |
| Proposition et revendications en français |
| Veuillez **écrire une lettre** courtoise en français **au ministre de la Justice** et demandez-lui:  de libérer Clovis Razafimalala sans condition et dans les plus brefs délais ;  de protéger les défenseur·e·s des droits humains et de l’environnement, et de respecter le droit à la liberté d’expression, d’association et de réunion pacifique ;  d’ouvrir une enquête sur les allégations de trafic illicite de bois de rose et de veiller à ce que les auteurs présumés soient traduits en justice et jugés équitablement. |
|  |
| 🡪 Utilisez la formule d’appel: Son Excellence Monsieur le Ministre, |
|  |
| 🡪 Vous trouverez un **modèle de lettre en français** **à la page 4.** |

**Taxe postale:** Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

|  |  |
| --- | --- |
| Lettre courtoise À | Copie À |
| Ministre de la Justice Charles Andriamiseza Ministère de la Justice 43 Rue Joel Rakotomolala Faravohitra – Antananarivo Madagascar  E-mail: [spminjus@yahoo.fr](mailto:spminjus@yahoo.fr)  Facebook: <https://www.facebook.com/Ministère-de-la-Justice-de-Madagascar-230944033982121/?fref=ts>   Formule d’appel: Son Excellence Monsieur le Ministre, | Ambassade de la République de Madagascar Avenue de Riant Parc 32 1209 Genève  Fax: 022 740 16 16 E-mail: [ambamadsuisse@bluewin.ch](mailto:ambamadsuisse@bluewin.ch) |

|  |  |
| --- | --- |
| Lettres contre l’oubli -2/3 | Juin 2017 |
| Demande de justice pour un homicide par la police | |
| Jamaïque | |
| Shackelia Jackson | |

|  |
| --- |
| Le 20 janvier 2014, Nakiea Jackson a été abattu par des policiers sur son lieu de travail, un restaurant de rue à Kingston, en Jamaïque. Selon des témoins, plusieurs policiers sont arrivés sur place à la recherche d’un homme portant des dreadlocks et, quand Nakiea (qui en portait) a ouvert la porte, un policier est entré dans la boutique armé d’un pistolet. Deux détonations ont suivi. Les policiers ont traîné Nakiea dehors, inanimé, et l’ont jeté dans leur véhicule.  Aussitôt après, la sœur de Nakiea, Shackelia, qui se trouvait au domicile familial, à quelques mètres de là, a cadenassé la boutique pour préserver les lieux. Les agents de l’organe de surveillance de la police sont arrivés peu de temps après pour mener une enquête indépendante. Un policier a été inculpé mais, en juillet 2016, une enquête préliminaire a été abandonnée après qu’un témoin ne s’est pas présenté au tribunal, expliquant plus tard à la famille qu’il avait eu peur. Shackelia et sa famille vont donc sans doute devoir s’attendre à de nouveaux retards avant de pouvoir obtenir justice.  Depuis ce jour, la famille de Nakiea est la cible de manœuvres d'intimidation répétées de la part de la police, qui veut l'empêcher de demander justice. La famille dit avoir subi des tentatives d’intimidation et de harcèlement au tribunal. De plus, les descentes de police dans le quartier ont souvent coïncidé avec des audiences dans l’affaire de Nakiea. Malgré ces obstacles, et l'impunité généralisée qui règne au sein du système judiciaire jamaïcain, Shackelia Jackson se bat pour obtenir la vérité sur la mort de son frère et conduire devant la justice ceux qui l'ont tué. |

|  |
| --- |
| Proposition et revendications en français |
| Veuillez écrire une lettre courtoise en anglais ou français au ministre de la Justice en lui demandant :  de mettre en place un dispositif de protection efficace pour la famille de Nakiea Jackson, conformément aux souhaits de celle-ci ;  d’accorder des moyens supplémentaires au tribunal spécial du coroner afin de permettre une procédure judiciaire rapide, indépendante et approfondie sur les allégations d’homicide de Nakiea Jackson par la police et de traduire en justice les auteurs présumés, y compris au sein de la hiérarchie policière ;  de continuer à réformer de toute urgence la justice pénale afin que les proches des personnes qui auraient été tuées par les forces de l’ordre aient accès dans des délais raisonnables à un tribunal compétent, indépendant et impartial ; et de mettre en place des mesures visant à protéger les témoins et les proches de toute tentative d’intimidation et de harcèlement au tribunal. |
|  |
| 🡪 Utilisez la formule d’appel: Honourable Delroy Chuck, Minister of Justice, / Monsieur le Ministre, |
|  |
| 🡪 Vous trouverez un **modèle de lettre en français** **à la page 5.** |

**Taxe postale:** Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

|  |  |
| --- | --- |
| Lettre courtoise À | Copie À |
| Ministre de la Justice Delroy Chuck Ministry of Justice Commerce Gate 61 Constant Spring Road Kingston 10 Jamaica  Fax: +1 876 906 7665 E-mail: [delroy.chuck@moj.gov.mj](mailto:delroy.chuck@moj.gov.mj)  Twitter: @Delroychuckjm  Formule d’appel: Honourable Delroy Chuck, Minister of Justice, / Monsieur le Ministre, | Ambassade de la Jamaïque Avenue de France 23 1202 Genève  Fax: 022 738 44 20 E-mail: [info@jamaicamission.ch](mailto:info@jamaicamission.ch) |

|  |  |
| --- | --- |
| Lettres contre l’oubli - 3/3 | Juin 2017 |
| La prison pour le réduire au silence | |
| Azerbaïdjan | |
| Mehman Huseynov | |

|  |
| --- |
| Malgré son jeune âge, Mehman Huseynov est harcelé de longue date par les autorités pour son action de défense des droits humains et ses activités de journaliste. Amnesty International avait déjà lancé une campagne en sa faveur en 2012, lorsqu’il avait été placé en détention et inculpé de «hooliganisme», encourant une peine de cinq ans de prison. On le punissait ainsi d’avoir profité de l’organisation de l’Eurovision en Azerbaïdjan pour attirer l’attention sur les violations des droits humains commises dans le pays.  En janvier 2017, il a été placé en détention pour une courte durée après avoir prétendument «désobéi à la police». Il a ensuite été inculpé de diffamation et condamné à deux ans de prison le 3 mars, après s’être plaint d’avoir été torturé par des policiers.  Amnesty International s’oppose à la criminalisation de la diffamation dans tous les cas, et estime que les charges retenues contre Mehman Huseynov ont pour but de le réduire au silence et de le punir pour ses opinions critiques et ses activités de défense des droits humains. Amnesty International considère Mehman Huseynov comme un prisonnier d’opinion. |

|  |
| --- |
| Proposition et revendications en français |
| Veuillez **écrire une lettre** courtoise en anglais ou **français au président azerbaïdjanais**. Priez-le instamment de faire en sorte que Mehman Huseynov soit libéré immédiatement et sans condition, car il s’agit d’un prisonnier d’opinion.  Exhortez-le à faire le nécessaire pour que les actes de torture que Mehman Huseynov dit avoir subis pendant sa détention en janvier 2017 fassent l’objet d’une enquête efficace et, s’ils sont confirmés, que leurs auteurs présumés soient traduits en justice.  Demandez au président de veiller à ce que Mehman Huseynov puisse bénéficier de tous les traitements et soins médicaux dont il pourrait avoir besoin pendant sa détention. |
|  |
| 🡪 Utilisez la formule d’appel: Dear President Aliyev, / Monsieur le Président, |
|  |
| 🡪 Vous trouverez un **modèle de lettre en français** **à la page 6.** |

**Taxe postale:** Europe: CHF 1.50 / autres pays: CHF 2.00

|  |  |
| --- | --- |
| Lettre courtoise au Président de la République | Copie À |
| President Ilham Aliyev Office of the President of the Azerbaijan Republic  19 Istiqlaliyyat Street  Baku AZ1066 Azerbaijan Republic  Fax: +994 12 492 0625 E-mail: [office@pa.gov.az](mailto:office@pa.gov.az)   Formule d’appel: Dear President Aliyev, / Monsieur le Président, | Ambassade de la République d’Azerbaïdjan Kramburgstrasse 10 3006 Berne  Fax: 031 350 50 41 E-mail: [bern@mission.mfa.gov.az](mailto:bern@mission.mfa.gov.az) |

Expéditeur:

Ministre de la Justice

Charles Andriamiseza

Ministère de la Justice

43 Rue Joel Rakotomolala

Faravohitra – Antananarivo

Madagascar

Lieu et date :

sUJET: Clovis Razafimalala

Son Excellence Monsieur le Ministre,

Le défenseur des droits environnementaux Clovis Razafimalala est en détention provisoire à la prison de Tamatave depuis le 16 septembre 2016.

Des associations de défense de l’environnement et Clovis Razafimalala lui-même pensent qu’il a été pris pour cible en raison de son action militante en faveur de l’environnement. Selon son avocat et de toutes les personnes arrêtées pour avoir participé à cette manifestation, Clovis Razafimalala est le seul dont la demande de mise en liberté sous caution a été rejetée, sans qu’aucune explication ne lui soit fournie.

Je suis très préoccupé·e par cette situation et je vous demande de **libérer Clovis Razafimalala sans condition** et dans les plus brefs délais.

Je vous prie également de vous engager à **protéger les défenseurs des droits humains et de l’environnement,** et de respecter le droit à la liberté d’expression, d’association et de réunion pacifique.

De plus je vous exhorte à **ouvrir une enquête sur les allégations de trafic illicite de bois de rose** et de veiller à ce que les auteurs présumés soient traduits en justice et jugés équitablement.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l’expression de ma haute considération.

**Copie:**

Ambassade de la République de Madagascar, Avenue de Riant Parc 32, 1209 Genève

Fax: 022 740 16 16 . E-mail: ambamadsuisse@bluewin.ch

Expéditeur:

Delroy Chuck

Ministry of Justice

Commerce Gate

61 Constant Spring Road

Kingston 10

Jamaica

Lieu et date :

Sujet: Shackelia Jackson

Monsieur le Ministre,

Je suis très préoccupé·e pour la sécurité de **Shackelia Jackson**, sœur de **Nakiea Jackson**, qui a été abattu par des policiers le 20 janvier 2014 sur son lieu de travail, un restaurant de rue à Kingston.

La famille de Nakiea attend toujours pour obtenir justice.

Malgré des obstacles, et l'impunité généralisée, Shackelia Jackson se bat pour obtenir la vérité sur la mort de son frère et pour conduire devant la justice ceux qui l'ont tué.

Je vous exhorte à **mettre en place un dispositif de protection efficace pour la famille de Nakiea Jackson**, conformément aux souhaits de celle-ci.

Veuillez également accorder des moyens supplémentaires au tribunal spécial du coroner afin de **permettre une procédure judiciaire rapide, indépendante et approfondie sur les allégations d’homicide de Nakiea Jackson par la police et de traduire en justice les auteurs présumés**, y compris au sein de la hiérarchie policière.

Je vous encourage à continuer à réformer de toute urgence la justice pénale afin que les proches des personnes qui auraient été tuées par les forces de l’ordre aient accès dans des délais raisonnables à un tribunal compétent, indépendant et impartial et à mettre en place des mesures visant à protéger les témoins et les proches de toute tentative d’intimidation et de harcèlement au tribunal.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l’expression de ma haute considération.

**Copie:**

Ambassade de la Jamaïque, Avenue de France 23, 1202 Genève

Fax: 022 738 44 20 . E-mail: info@jamaicamission.ch

Expéditeur:

President Ilham Aliyev

Office of the President

of the Azerbaijan Republic

19 Istiqlaliyyat Street

Baku AZ1066

Azerbaijan Republic

Lieu et date :

Sujet: Mehman Huseynov

Monsieur le Président,

En janvier 2017, le journaliste et défenseur des droits humains, Mehman Huseynov a été placé en détention pour une courte durée après avoir prétendument «désobéi à la police». Il a ensuite été inculpé de diffamation et condamné à deux ans de prison le 3 mars après s’être plaint d’avoir été torturé par des policiers.

Je suis très préoccupé·e par son emprisonnement et je vous prie instamment de faire en sorte **que Mehman Huseynov soit libéré immédiatement et sans condition**, car il s’agit d’un prisonnier d’opinion.

Je vous exhorte à faire le nécessaire pour que les **actes de torture** que Mehman Huseynov dit avoir subis pendant sa détention en janvier 2017 fassent l’objet d’**une enquête efficace** et, s’ils sont confirmés, **que leurs auteurs présumés soient traduits en justice**.

Merci de veiller à ce que Mehman Huseynov puisse bénéficier de tous les **traitements et soins médicaux** dont il pourrait avoir besoin pendant sa détention.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l’expression de ma haute considération.

**Copie:**

Ambassade de la République d’Azerbaïdjan, Kramburgstrasse 10, 3006 Berne

Fax: 031 350 50 41 . E-mail: bern@mission.mfa.gov.az